# BULLETIN D'INFORMATION DU CLUSTER PROTECTION SOUS NATIONAL DE LA REGION DU SAHEL AU BURKINA FASO

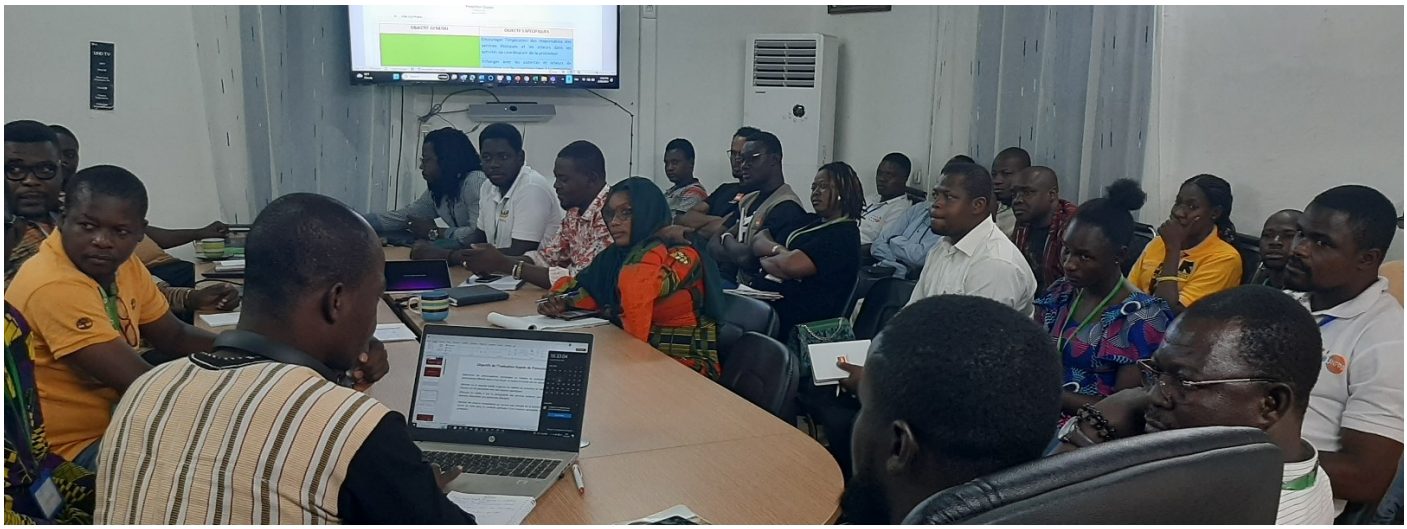
1ER JANVIER – 31 MARS 2024

## ■ CLUSTER PROTECTION SOUS NATIONAL DE LA REGION DU SAHEL

### Réunions de coordination du cluster protection de la Région du Sahel

Durant le premier trimestre de l'année 2024, le Cluster protection sous national de la région du Sahel a organisé trois réunions plénières couvrant les mois de janvier, février et mars.

- La première réunion mensuelle de l'année 2024 du cluster protection sous national de la Région du Sahel a été organisée le mardi 23 janvier 2024 en présentiel et en ligne (Teams) ; **25** personnes y ont participé. Les participants sont issus des Associations, des ONGs, des Agences du système des Nations Unies et d'une structure étatique. **UNHCR, OCHA, OXFAM, DRC, IRC, NRC, WeWorld GVC, IEDA/Relief, CIAUD Canada, CREDO, ACF, TDHI, MBDHP, ACD-NAANGUE, UNIJED/Afrique, APFES, CGS, A2N, SERACOM, ASUKGI, Cluster Protection, AOR VBG, AOR LAM, CPAOR, Task force Monitoring de Protection, ICCG, AOR LTB, DRAHRNGF-Sahel** sont les structures qui ont été représentées à la réunion. Les discussions qui ont duré plus de deux heures se sont focalisées sur les activités de la Coordination et des AOR, du GT Protection du Soum. La parole a aussi été donnée à la Coordination ICCG.
- **36** participants ont pris part à la rencontre mensuelle du mardi 20 février 2024 du cluster protection sous national de la Région du Sahel. Les points à l'ordre du jour sont entre autres la participation à la retraite du cluster national, l'élaboration du PAU régional, la Cartographie des acteurs et services de protection et circuit de référencement, les préparatifs de la mission du Cluster Protection à Djibo en mars 2024. Au cours cette rencontre, des recommandations ont été faites d'organiser dans la mesure du possible des sessions d'éducation aux risques des engins explosifs au profit des routiers participants aux ravitaillements des localités, de faire un plaidoyer pour une solution définitive aux risques d'éviction forcée de PDI. La plénière a été tenue en présentiel et en ligne (Teams) avec la présence des représentants des **Agences du système des Nations Unies** (OCHA, UNHCR, OIM, UNFPA), **Associations locales et des ONGs nationales** (MBDHP, ACD-NAANGUE, UNIJED/Afrique, APFES, CGS, A2N, SERACOM, ASUKGI, CRUS/Dori, Khoolesmen, DEDI, ECLUD, ONF-BF, ADRN/SB, GDOC), **ONGs Internationales** (OXFAM, DRC, IRC, NRC, IEDA/Relief, CREDO, ACF, TDHI, HI, Plan Int., World Vision), **Coordination** (Cluster Protection, AOR VBG, GTSMPS, CPAOR, Task force Monitoring de Protection, ICCG, AOR LTB).
- Pour le compte de la réunion mensuelle de mars, la plénière a été tenue le mardi 26 du mois. **35** personnes ont participé à ladite rencontre dont la majorité en présentiel et d'autres en ligne. Les organisations représentées sont des Agences du système des Nations Unies, des ONGs Internationales et Nationales, des Associations locales et la Coordination. Il s'agit de : **OCHA, UNHCR, UNFPA, MBDHP, ACD-NAANGUE, UNIJED/Afrique, APFES, CGS, SERACOM, ASUKGI, CRUS/Dori, Khoolesmen, DEDI, ECLUD, ONF-BF, ADRN/SB, GDOC, OXFAM, DRC, IRC, NRC, IEDA/Relief, TDHI, HI, Plan Int., CIAUD, Cluster Protection, AOR VBG, GTSMSPS, CPAOR, Task force Monitoring de Protection, ICCG, AOR LTB.** Les principales réalisations des domaines de responsabilité (AoR) et groupe de travail (GT) ont été présentées durant la rencontre. Un point sur les activités menées et des recommandations formulées lors de la mission du cluster protection dans le Soum a été fait. Cette rencontre a aussi servi de cadre pour la présentation du projet de l'ONG ECLUD et celui de la Coordination des associations féminines (CROF).

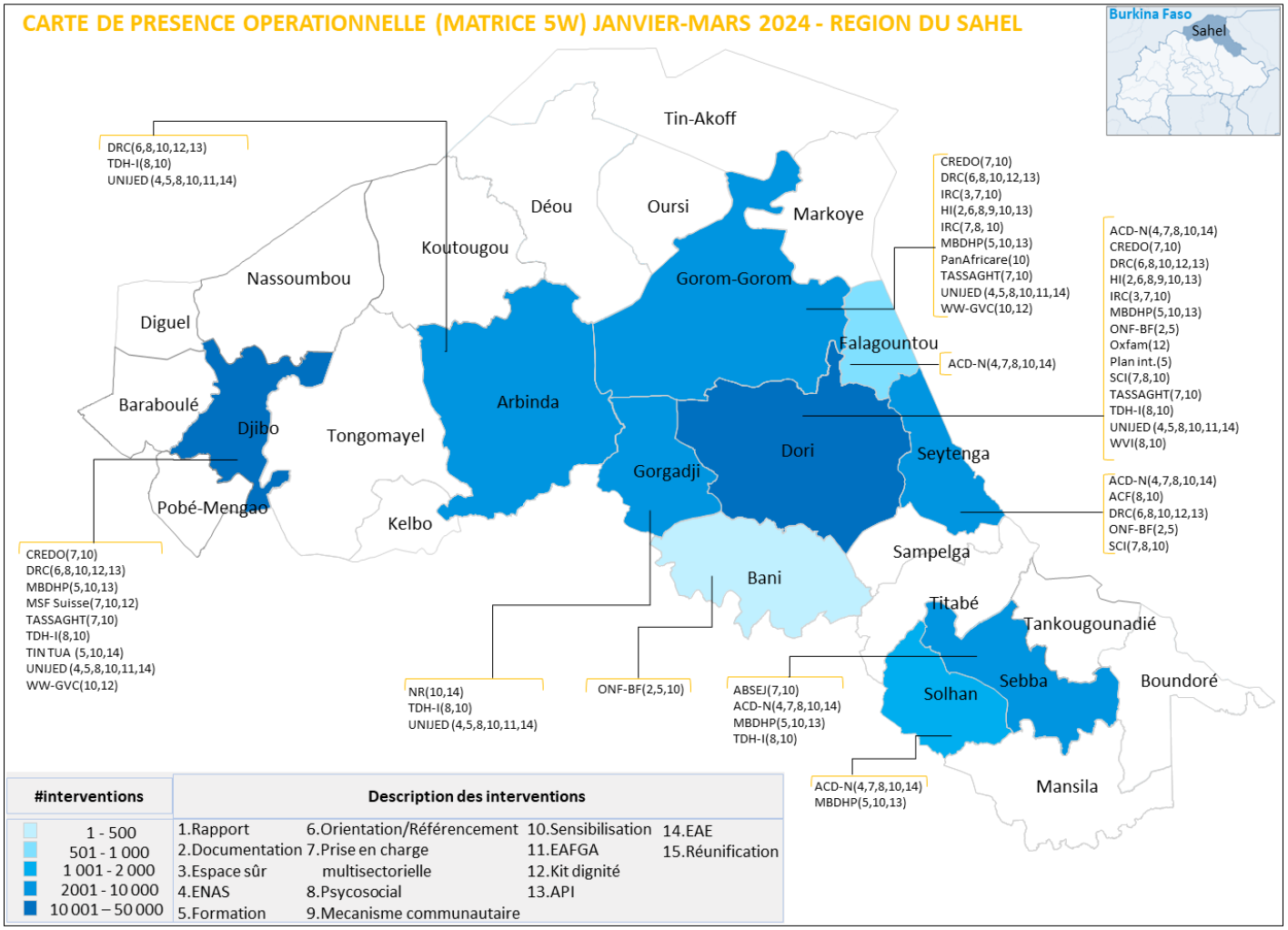


*« Vue partielle des participants à la rencontre mensuelle du cluster protection sous national du Sahel du 20 février 2024 » ©A.K.Guigma*

## Matrice harmonisée des réalisations des membres du Cluster Protection de la Région du Sahel avec le paquet de réponses (janvier-mars 2024[1])

La région du Sahel est composée de quatre provinces qui totalisent **26** communes. Au 31 mars de l'année 2024, **10** communes ont pu être touchées par les interventions en lien avec la protection. Ce sont celles **d'Arbinda**, de **Bani**, de **Djibo**, de **Dori**, de **Falagountou**, de **Gorgadji**, de **Gorom-Gorom**, de **Sebba,** de **Seytenga** et de **Solhan**.

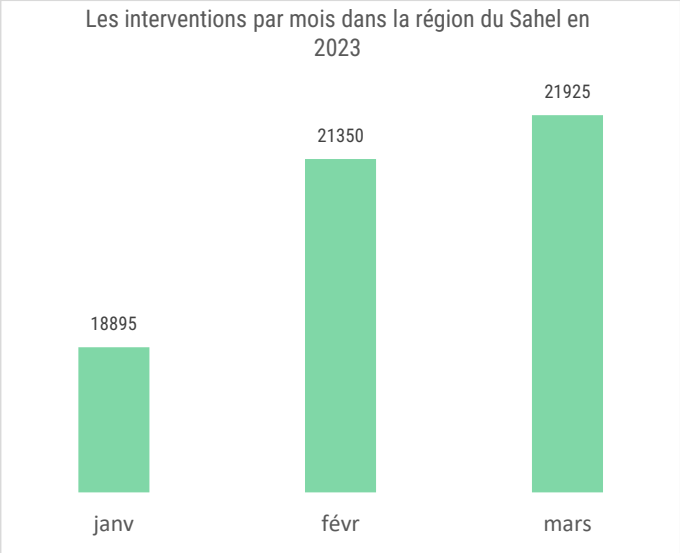
La carte ci-dessous indique la présence des acteurs dans les différentes communes et le nombre d'interventions.

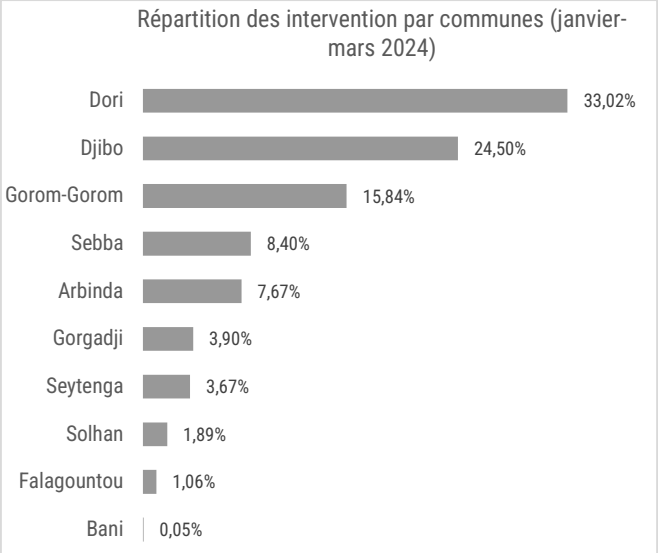



Les organisations qui ont contribué à la mise en œuvre de ces activités en lien avec la protection des personnes dans la région du Sahel sont au nombre de **21**. Il s'agit de : ***ABSEJ, ACD Naangué, ACF, CREDO, DRC, HI, IRC, MBDHP, MSF Suisse, NRC, ONF-BF, Oxfam, PanAfricare, Plan Intenational, SCI, TASSAGHT, TDH-Italie, TIN TUA, UNIJED Afrique, WVI et WW-GVC***. Les interventions ont aussi été facilités par **21** que sont : ***ACD Naangué, ASDI, BHA, DGD Humanitaire, ECHO, EdM, FHRAOC, GFFO, HI, IRC, MBDHP, MSF Suisse, NRC, Plan, PRM, RRM,SCI, SIDA, UNHCR, UNICEF et WVI.***

Comme les mois précédents, le cumul des interventions du trimestre 1 de l'année 2024 indique que **03** communes bénéficient de l'essentiel des activités. En effet, plus de **73%** des interventions ont lieu dans ces localités. Ces communes (Dori, Djibo et Gorom-Gorom) sont des chefs-lieux de provinces les plus accessibles par voies aérienne et/ou terrestre.

[1] Les chiffres utilisés dans cette section sont des sommations des données rapportées à travers les matrices 5W. Ils ne correspondent pas au nombre calculé de personnes touchées par les interventions




Au cours de la période sous revue, les données rapportées à travers la matrice 5W harmonisée fait ressortir que les acteurs de protection auraient intervenu au profit de nombre de 62170 bénéficiaires. Plus de 62% de ces personnes touchées seraient essentiellement dans le cadre des activités de protection de l'enfant dont les sensibilisations constituent la principale activité. Le domaines de responsabilité Violences basées sur le genre a concerné 26% des interventions. La Protection générale, la santé mentale et soutien psychosocial et Logement, terre et biens ont atteint respectivement environ 5,09%, 5,13%, et 0,19% des bénéficiaires.

En terme d'activité, les sensibilisations sur les thèmes de protection de l'enfant en situation d'urgence avec *44,47%* des interventions totales disposent des indicateurs qui ont touché plus de personnes. Les actions de sensibilisation communautaire centrées sur la VBG, les services disponibles, le référencement et l'Exploitation et Abus Sexuel (spots radio et TV, sensibilisation des petits groupes...) viennent en seconde position avec 24,29%. Les animations des activités de santé mentale et soutien psychosocial dans les espaces amis des enfants fixes ou mobiles et autres espaces sûrs font 17,78% des bénéficiaires faisant de cette activité la troisième plus importatnte durant la période de janvier à mars 2024.

## Réunion du Groupe de travail Protection du Soum

Le groupe de travail Protection du Soum a organisé deux réunions mensuelles au cours de la période sous revue. Elles ont eu lieu le 19 janvier et le 22 mars 2024 dans les locaux du HCR/Djibo. La session janvier a connu la présence des représentants des structures suivantes : MBDHP, CREDO, ECLUD, CILDES, WW-GVC, DPSANRUGF, NRC, CICR, DRC, CFS. En mars, ce sont MBDHP, CREDO, ECLUD, WW-GVC, DRC, UNIJED qui ont participé à la rencontre à travers leurs staffs. Les principales recommandations formulées durant les deux rencontres se résument au renforcement des capacités des acteurs de protection de Djibo (sur MRM, Risques liés aux engins explosifs, GSAT et PSEA), à faire des plaidoyers auprès des acteurs humanitaires pour la facilitation des mouvements des acteurs étatiques et Associations locales intervenant dans la Protection via UNHAS, à la mise à jour régulière de la Cartographie des acteurs de la Protection pour faciliter les référencements.

## Mission de de Coordination du Cluster Protection dans la Commune de Djibo

Du 18 au 22 mars 2024, la coordination du Cluster protection sous national du Sahel a conduit une mission dans la commune de Djibo. L'objectif principal était de procéder au suivi des activités de protection et améliorer le mécanisme de coordination existant dans la province du Soum. De façon spécifique il s'agissait d'encourager l'implication des responsables des services étatiques et les acteurs dans les activités de coordination de la protection, d'échanger avec les autorités et acteurs de protection sur les questions liées à la protection des personnes, de rencontrer et d'échanger avec les acteurs de protection sur les mécanismes de mise en place d'une synergie de collecte de données sur les réponses apportées, d'analyser les mécanismes existants de coordination par thématiques, d'organiser une réunion du Groupe de Travail Protection, de renforcer les capacités des acteurs sur les concepts clés de protection et la matrice 5W du cluster protection, de présenter le plan régional de protection aux acteurs humanitaires et de protection et susciter leur engagement pour y répondre, puis renforcer les capacités des autorités civiles et militaires sur les concepts clés de protection.
06 staffs issus du HCR (02 personnes), de la coordination du CP AOR (01 personne), de la coordination du domaine de responsabilité VBG (01 personne), et de la coordination du Cluster Protection (02 personnes) ont fait partie de la mission au cours de laquelle les activités suivantes ont été effectivement menées :

- ☑ La rencontre avec quelques autorités pour signaler la présence de la mission et de présenter les activités qui devaient la meubler ;
- ☑ Le renforcement des capacités de 85 Force de défense et sécurité (FDS), 15 acteurs étatiques, 33 personnels des ONG et associations locales ;
- ☑ Organisation d'une rencontre extraordinaire du GT protection/Soum ;
- ☑ Organisation d'une rencontre de l'Antenne CMCoord de Djibo ;
- ☑ Sensibilisation de 25 membres des ONG partenaires du HCR et du Cluster Protection sur les engins explosifs improvisés ;
- ☑ Tenue d'une réunion du domaine de responsabilité VBG avec les acteurs membres humanitaires et étatiques (Direction provinciale de l'action humanitaire) et la coordination des organisations féminines provinciales du Soum ;
- ☑ Sortie de suivi-supervision du CPAoR au niveau de deux espaces amis des enfants fixes implémentés par UNIJED Afrique.

*« FDS participants à l'atelier de renforcement des capacités » ©AK. Guigma*

*« Séance de sensibilisation sur les EEI » ©AK. Guigma*

Les principales recommandations issues de la mission et assignées dans le rapport sont entre autres d'organiser sur une base semestrielle des missions d'appui des acteurs de protection dans la province du Soum, d'organiser et diversifier des séances de sensibilisation et d'éducation sur les dangers et risques liés aux EEI dans la province du Soum, de procéder au renforcement des capacités des FDS sur les thématiques liées à la protection après les relèves.

## Activités de protection réalisées dans le cadre du Projet GFFO : « Aide humanitaire multisectorielle (EHA, EFSVL, Protection) dans le Sahel et le Centre-Nord du Burkina Faso » ; Oxfam

### Mise à jour et presentation des plans d'action communautaire des Structures de Protection Communautaire aux strctures techniques de l'Etat

Les 30 et 31 janvier 2024, tenue d'un atelier pour la mise à jour et la presentation des plans d'action communautaire des Structures de Protection Communautaire de Dori et Gorom-Gorom aux strctures techniques de l'Etat en charge de la protection à Dori et Gorom-Gorom. L'objectif principal de cette activité est d'accompagner les structures communautaires de protection afin de les aider à mener les activités de protection et à matérialiser leur fonctionnement et la mise en œuvre de leurs plans d'action communautaire à travers les activités de sensibilisation, de référencement et de plaidoyer au niveau local. De façon spécifique, cette activité vise à :

- Faciliter le fonctionnement des activités des structures de protection communautaire à travers la mise à jour de leurs plans d'action ;
- Renforcer la bonne collaboration entre les SPC et les autorités locales (action humanitaire, le service social de la Mairie et la Direction Régionale des Droits Humains) ;
- Renforcer les mécanismes d'auto protection communautaire.

### Atelier de sensibilisation sur la tolérance et la paix; Oxfam

Un atelier de sensibilisation sur la tolérance et la paix au profit de membres d'association, de leaders coutumiers et religieux, de leaders d'opinion et structures étatiques a été organisé les 21 et 22 février 2024: Il a été présidé par Monsieur le Haut-Commissaire de la Province du Seno et facilité par la Direction Regionale des Droits Humains, avec la participation de 23 personnes. Son objectif était d'amener les leaders d'opinion à jouer pleinement leur rôle dans la promotion de la tolérance et à cultiver les idéaux de paix et de cohésion sociale. Plusieurs thématiques ont été abordées à savoir (1) « dialogue, cohésion sociale et résilience à l'extrémisme violent » ; (2) « paix et valeurs sociales du vivre ensemble au Burkina Faso » ; (3) « l'importance du recours aux mécanismes traditionnels et modernes de prévention et de gestion des conflits » ; (4) « le rôle et la responsabilité des acteurs dans la préservation de la paix et de la cohésion sociales ».

*«Travaux de groupe mise à jour plan d'action » ©Oxfam*

*« Participants à l'atelier de sensibilisation» ©Oxfam*

## ■ DOMAINE DE RESPONSABILITE PROTECTION DE L'ENFANCE (PE)

Activités réalisées dans le domaine de la protection de l'enfance à travers les projets « Moyens de subsistance et assistance en cas de violence sexiste pour les réfugiés, les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays et les communautés d'accueil dans la région du Sahel » financé par le Bureau de la population, des réfugiés et de la Migration (BPRM) et « PRO-Sahel 2 : Accroître les droits, la résilience et la protection au Sahel » finance par le Bureau de l'Assistance Humanitaire (BHA) ; IRC

### 1. Conduite des Activités de santé mentale et de soutien psychosocial dans les Espaces Amis des Enfants fixes

Les activités de santé mentale et de soutien psychosocial durant la période de janvier-mars 2024 ont touché 23 nouveaux enfants dont 11 filles et 12 garçons. Depuis le 01 décembre 2022 à nos jours, le nombre d'enfants ayant participé aux activités de SMSPS au sein des EAE fixes et mobiles de l'IRC s'élève à 1574 enfants dont 830 filles et 744 garçons. Dans ces espaces sécurisés, plusieurs activités reparties dans plusieurs domaines sont réalisées avec les enfants. Ainsi, nous avons :

- Le domaine de développement physique avec des activités de motricité, de sport, de jeux organisés ;
- Le domaine de développement affectif qui a eu pour but de permettre aux enfants de manipuler certains objets, de les toucher et les sentir, de faire les jeux de rôle et des contes récréatifs ;
- Le domaine de développement cognitif dont les activités se sont focalisées essentiellement sur les jeux de construction, les jeux de rôles en spectacle, l'apprentissage aux métiers, les travaux manuels (enfilage, tricotage, modelage, dessin, peinture, etc) ;
- Le domaine de l'éducation civique et sociale dont l'objectif des activités visait à apprendre aux enfants les valeurs de paix, de tolérance, la solidarité, l'acceptation de l'autre, le partage, le respect, la non-discrimination, la diversité, l'éducation à l'éco-citoyenneté ;
- Le domaine d'activités de sensibilisation et d'information qui a mobilisé les enfants autour des échanges sur les mesures barrières en cas de pandémies et épidémies, sur les maladies inaffectueuses ;
- Le domaine des activités de soutien psychosocial tels que les activités de vie pratique, les activités d'entretien, le soutien mutuel des pairs.

La réalisation de ces activités s'est faite à travers différentes tranches d'âge reparties en fonction des domaines d'activité et des objectifs recherchés dans chaque activité.

### 2. Conduite des séances de compétences de vie (Soutien aux adolescents (es) et à leurs familles en Situation d'urgence : SAFE) au profit des adolescents(es) et de leurs tutrices/tuteurs

Le programme protection de l'enfant de l'IRC fournit plusieurs services en vue d'une meilleure protection des enfants dont l'approche de « Soutien aux Adolescents et à leurs familles en Situation d'Urgence (SAFE) ». Cette approche vise d'une part à accroitre la sécurité et la participation des adolescent (e)s de 10 à 19 ans, à renforcer le soutien de leurs familles et des pairs, à fournir des stratégies d'adaptations positives aux adolescent (es). Elle fournit des informations essentielles sur la santé sexuelle reproductive, renforce les relations et met les adolescent(e)s en contact avec des services d'aide disponible.
D'autres part, elle aide les parents/tuteurs à comprendre le stress des adolescent(e)s, la gestion et les impacts du stress. C'est une méthodologie qui se concentre sur la prévention et la réduction de la violence à l'égard des enfants dans leur environnement familial. Elle aide également les soignants à comprendre les besoins des enfants selon leur âge et stade de

développement et adapter leurs attentes vis-à-vis de leurs adolescent (e)s. Le programme de SAFE améliore la communication des soignants en les encourageant à utiliser des mesures disciplinaires positives.
Au cours du mois de janvier 2024, IRC a identifié des participants pour les activités du programme de SAFE. Au total 150 participants ont été identifiés dont 25 adolescentes âgées de 10-14 ans ; 25 adolescentes âgées de 15-19 ans ; 25 adolescents âgées de 10-14 ans ; 25 adolescents âgées de 15-19 ans ; 25 tutrices et 25 tuteurs. Les séances d'animation avec ces groupes se poursuivent dans les espaces amis des enfants fixes à Wendou soit une fois par semaine. Par ailleurs 08 séances d'animation sont prévues avec les parents et 16 séances avec les adolescent(e)s.

### 3. Sensibilisation des communautés sur des thèmes en lien avec la protection de l'enfant

Du 26 au 27 mars 2024, des sensibilisations ont été réalisées dans le quartier Petit-Paris de Dori. La technique d'animation utilisée était la causerie éducative. Le thème traité lors de ces causeries éducatives concernait les violences psychologiques faites aux enfants et les mécanismes de signalement. Quatre (04) causeries éducatives ont été réalisées en coanimation entre les agents de la Direction Provinciale en charge de la protection de l'enfant du Séno et l'équipe protection de l'enfant de l'IRC Dori. En effet, les différents points développés pendant les animations étaient : la définition de la violence psychologique, les facteurs favorisants, les conséquences des violences psychologiques sur les enfants. Il s'est agi également de s'entretenir avec les participants sur les mécanismes existants de signalement des cas graves de violences psychologiques. Les participants étaient des leaders communautaires, des familles d'accueil, des membres des CCPE et des membres des comités de gestion des sites. Au total 130 personnes dont 69 femmes et 61 hommes ont participé à ces séances de causeries éducatives.

*«Séances de causerie éducative sur les violences psychologiques faites aux enfants et les mécanismes de signalement réalisées au quartier Petit paris de Dori en coanimation avec la Direction Provinciale en charge de la protection de l'enfant » ©IRC*

### 4. Les activités de gestion des cas protection de l'enfant

Le programme protection de l'enfant de l'IRC contribue également à venir en aide aux enfants victimes ou à risques d'abus, de négligence, d'exploitation, de maltraitance et de violence à travers l'approche gestion de cas. Courant la période de janvier à mars 2024, l'approche gestion de cas a permis d'ouvrir les dossiers de 14 enfants dont 08 filles et 06 garçons. Ces enfants et leurs familles ont bénéficié d'appuis psychosociaux, d'assistance alimentaire, d'assistance médicale et autre en fonction des besoins identifiés et mentionnés dans le plan d'action de chaque enfant. Ces différents appuis et assistances se sont faits directement par le gestionnaire de cas en charge du dossier et/ou par référencements vers d'autres structures partenaires.
L'approche gestion de cas recommande également l'organisation des réunions de gestion de cas dans l'objectif de discuter des difficultés rencontrées et d'en proposer des solutions. C'est dans ce cadre que l'IRC a organisé durant ce trimestre trois réunions de gestion de cas élargies qui ont vu la participation de plusieurs structures œuvrant dans le domaine de la protection de l'enfant et la Direction Provinciale en charge de la protection de l'enfant du Séno.

## Réalisations majeures de Save the Children (SCI) au cours du premier trimestre de l'année 2024 dans la région du Sahel

### Formation des membres CCPE

Du 15 au 16 janvier 2024, le projet PRESU Sahel de SCI a réalisé un renforcement de capacité de 30 membres des cellules communautaires de protection de l'enfant à Dori. Facilitée par deux formateurs de la direction provinciale de l'action humanitaire du Séno, cette activité a permis de toucher 16 hommes et 14 femmes. Le thème abordé était « la protection des enfants en situation d'urgence » et « la santé mentale et le soutien psychosocial des enfants ».

### Formation des animateurs communautaires des espaces ami d'enfants, des centres SSAP et des membres de l'équipe mobile

Cette formation s'est déroulée du 17 au 18 janvier 2024 au profit de 14 animateurs communautaires, 01 superviseur des SSAP, 03 membres de l'équipe mobile et 02 gestionnaires de cas de l'action humanitaire. Les travaux ont été facilités par 02 communicateurs de la direction humanitaire du Séno avec pour thème :« Fonctionnement des espaces ami d'enfants » et « les premiers secours psychologiques ».

### Activités de soutien psychosocial et de santé mentale réalisées au sein des EAE

Pour la période sous revue, les activités de soutien psychosocial et de santé mentale menées par SCI ont permis de toucher un total de 232 enfants à travers les EAE dans la ville de Dori. Plus de 54% de ces enfants (soit 126) sont des filles et les garçons (106) représentent environ 46%.

### Activités de sensibilisation par l'équipe mobile

Plusieurs sorties de l'équipe mobile de SCI durant le premier trimestre de l'année 2024 ont été permis de réaliser des activités de premiers secours psychologiques lors de l'arrivée des nouveaux déplacés internes dans la ville de Dori. Ces premiers secours psychologiques ont concerné 150 enfants (soit 75 filles et 75 garçons) et 91 adultes (77 femmes et 14 hommes).

### Prises en charge alternatives des enfants non accompagnés ou séparés (ENAS) dans la gestion des cas

Durant ce trimestre, 13 enfants à besoin spécifique ont été identifiés par l'équipe mobile de SCI. Ils ont été orientés au service de la protection de l'enfance de la direction provinciale de l'action humanitaire de Séno. Après évaluation approfondi des besoins 10 enfants (07 filles et 03 garçons) ont été retenus pour bénéficier d'une prise en charge à travers le mécanisme de gestion de cas.

*« Travaux de groupe formation des membres CCPE » ©SCI*

*« Des apprenants d'un espace ami d'enfants avec une animatrice à Dori » ©SCI*

## Zoom sur les réalisations de WeWorld GVC de janvier à mars 2024 dans la région du Sahel

### ☑ Causerie éducative avec les enfants du site PDI de Maison des jeunes à Djibo

Dans le cadre de la mise en œuvre des activités du projet « Projet Joining Forces for Child Protection in Emergencies dans le Sahel (JF-CPiE », le 27 février 2024, une équipe de WeWorld-GVC a tenu une causerie éducative avec les enfants du site PDI de Maison des jeunes. Cette activité a été effective grâce à la franche collaboration avec les services de l'action humanitaire et les membres du comité de plainte du site en question. Après les formalités d'usage, les enfants ont été rassemblés sous le hall de la maison des jeunes, sous l'œil vigilant des parents et tuteurs. La communication a porté sur l'hygiène corporelle, particulièrement sur le « Lavage des mains » qui est une problématique récurrente en contexte de crise humanitaire, où les ressources sont rares. Il était question de l'impact du phénomène sur la vie et le bien-être des enfants, et de partage d'expérience. L'objectif était d'outiller les enfants sur les bonnes pratiques de lavage de mains à une période où la poussière a inondé l'environnement de vie pendant que l'eau s'est raréfiée. Enfin l'activité s'est clôturée par un exercice pratique sur le lavage des mains aux savons pour mieux inculquer la pratique aux enfants. En retour les enfants ont promis de pratiquer le lavage des mains et d'être des relais pour leurs frères et sœurs au sein de leurs sites et dans la communauté.

*« Causerie éducative avec les enfants à Djibo » ©WW GVC*

### ☑ Théâtre forum sur les problématiques de protection de l'enfant à Gorom-Gorom

Le théâtre forum est l'une des garanties de bien passer le message en touchant le maximum de personnes par l'humour. A travers cette scène d'expression nous sensibilisons sur la protection de l'enfant, les violences basées sur le genre, la scolarisation, le mariage d'enfants. C'est dans l'objectif de réduire les cas d'abus d'exploitation, de violence et de négligence faites aux enfants que ce théâtre forum est organisé à l'endroit des PDI et Hôtes de la ville de Gorom-Gorom. Environ 250 personnes ont été touchées dont 120 enfants, 90 femmes et 40 hommes. Les thèmes véhiculés sont le droit de l'enfant, l'enregistrement des naissances, la scolarisation des enfants et le mariage des enfants.

### ☑ Sensibilisation sur la parenté positive à Gorom-Gorom

Les séances de sensibilisation sur la parenté positive permettent d'améliorer les compétences parentales afin d'aider les différentes familles à mieux s'occuper des enfants, de réduire les violences à leur égard. Cette cohorte comprend 68 personnes dont 17 hommes ; 17 femmes ; 17 adolescents et 17 adolescentes comme recommandé par l'approche. Notons qu'il est nécessaire d'apprendre aux enfants les valeurs sociétales et le bon comportement.

### ☑ Causerie éducative sur l'enregistrement des naissances sur le site B des PDI à Gorom-Gorom

Les causeries éducatives sont des activités routinières nous permettant d'aborder en général des thèmes sur la protection mais particulièrement sur la protection de l'enfance. Ils s'agit ici d'encourager les parents à l'enregistrement des naissances et bien sûr expliquer les moyens d'acquisition des actes de naissance.

### Bilan des activités du volet protection de l'enfance du projet « Un système éducatif résilient et protecteur à travers la promotion des droits fondamentaux des élèves et enfants PDI dans les régions du Sahel », TDHI

- Des activités psychosociales (course, passe de ballon, toboggans) et des activités culturelles (chants, danses) ont été réalisées durant la période sous revue impactant environ 1388 enfants PDI et hôte dans les localités de Arbinda, Dori, Gorgadji, Sebba et Djibo.
- Des causeries éducatives (sensibilisation sur le mariage précoce, le mariage d'enfants, le travail forcés et sur le paludisme, l'hygiène) ont été réalisées au profit des filles et garçons dont l'âge varie entre 13 et 17 ans durant les mois de janvier et de février 2024 au sein des EAE. Ce sont au total 388 enfants (de Dori, Arbinda, Sebba et Gorgadji) qui ont été touchés au cours de ces causeries.

*« Activité psychosociale à l'EAE de Arbinda » ©TDHI*

## ■ DOMAINE DE RESPONSABILITE VIOLENCES SEXUELLES ET BASEES SUR LE GENRE (VBG)

### Réunions de coordination du domaine de responsabilité VBG

Trois rencontres mensuelles de coordination ont été tenues par le domaine de responsabilité VBG durant la période sous revue et ont réunu plusieurs acteurs dans les locaux de OCHA/Dori.

- ✓ Le jeudi 18 janvier de l'an 2024, s'est tenue la première mensuelle de l'année 2024 de l'AoR VBG dont les principaux points à l'ordre du jour étaient l'amendement du Plan de travail annuel de l'AoR VBG Sahel pour l'année 2024 et les préparatifs des activités de la Journée Internationale de la Femme qui se tient chaque année le 8 mars. Pour ce qui concerne le dernier point notamment les préparatifs de la Journée Internationale de la Femme, plusieurs acteurs ont décliné les activités qu'ils mettront en œuvre.
- ✓ La réunion mensuelle de février 2024 de l'AoR VBG de la région du Sahel a eu lieu le 15 du mois précité. Elle a été l'occasion pour les participants-tes de faire le bilan des activités du mois de janvier, de discuter du positionnement autour du PTA et de la planification des activités du 8 mars 2024.
- ✓ La coordination du domaine de responsabilité VGB Sahel a organisé en différé le jeudi 04 avril 2024 au sein des locaux de OCHA Dori la rencontre mensuelle de mars. Cette réunion marquait aussi la clôture des célébrations de la Journée Internationale de la Femme (JIF). La rencontre a connu la présence effective de monsieur Directeur Provincial en charge de l'action humanitaire du Séno ainsi que le Coordinateur Humanitaire Régional. En rappel, le thème national 2024 de cette journée est ***« Promotion de l'entrepreneuriat communautaire : quelle contribution de la femme »***. Ce fût l'occasion pour messieurs les Coordonnateur Régional Humanitaire du Sahel et Directeur Provincial de souligner et/ou de rappeler le rôle crucial que jouent les femmes en tant qu'acteurs de premier plan dans la construction socio-économique de la communauté.
  Toujours dans son engagement à soutenir l'Etat du Burkina Faso dans le cadre de la célébration de la journée internationale de la femme, l'UNFPA a décidé de planifier diverses activités, notamment des panels de discussions, des sessions de sensibilisation sur les violences basées sur le genre, ainsi que la promotion de l'entrepreneuriat communautaire. C'est dans cette veine, qu'au cours de la réunion mensuelle de rattrapage du mois de mars, le domaine de responsabilité VBG de la région du Sahel a invité 02 associations locales de Dori à savoir Association Gondal et Sawraare (AGS) et Association Femme du Sahel pour Développement et le Bien Être Social (AFDFDES) à partager leurs expériences dans l'entrepreneuriat et présenter leurs produits à l'ensemble des acteurs humanitaires, particulièrement du Sous-cluster. L'exposé des réalisations et initiatives de ces 02 associations dans le domaine de la saponification et de la mutuelle de crédit à base communautaire ont démontré l'importance de l'autonomisation économique des femmes pour un développement durable et inclusif. Des visites guidées et achats des produits fabriqués par les 02 associations locales et une photo de famille ont été les derniers actes de cette réunion mensuelle du mois de mars 2024 du sous Cluster VBG Sahel.

*« Vue partielle des participants à la réunion du mois de mars 2024 » ©K.B. Koffi*

*« Visite des tables d'exposition par le DP en charge de l'action humanitaire du Séno » ©K.B. Koffi*

## Réalisation du trimestre 1 de Plan International dans la région du Sahel

Formation des acteurs de protection sur l'intégration des violences basées sur le genre dans les actions humanitaires

Les lundi 19 et mardi 20 février 2024, s'est tenue la formation des acteurs de protection sur l'intégration des Violences Basées sur le Genre dans les actions humanitaires. Cette formation est organisée dans le cadre des activités (A.1.1.4) du Projet BMZ ***« Ensemble pour un avenir meilleur renforcer la résilience et la cohésion sociale des communautés et structures dans le sahel central »*** de Plan International, financé par le Ministère fédéral Allemand de la coopération internationale et du développement. Cet atelier a regroupé 25 personnes dont 20 hommes et 05 femmes. Elle a été facilitée par la Direction Provinciale de la solidarité de l'Action humanitaire du Séno et a porté sur les thèmes sur trois modules : Module 1 (Définitions, typologies, causes, facteurs aggravants, conséquences des VBG ; Module 2 (Groupes à risques et obligation de lutte) ; Module 3 (mesures de prévention dans quelques secteurs clés : éducation, protection de l'enfance, santé, eau hygiène et assainissement, agriculture et sécurité alimentaire).
Cette activité a été mise en œuvre en étroite collaboration avec le domaine de responsabilité violences basées sur genre (AoR VBG) du Sahel et conformément à son Plan de Travail Annuel (PTA) 2024.

Formation des travailleurs sociaux sur le CPIMS+

Dans le cadre du déploiement de la version 2.0 du Child Protection Information Management System (CPIMS+) à l'échelle nationale, la Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles (DGESS) en collaboration avec la Direction Générale de la Famille et de l'Enfant (DGFE), a organisé une session de formation des utlisateurs/trices des communes de Dori et de Bani (Province du Séno). Cette formation (A.1.1.1) a eu lieu avec le soutien financier de Plan international Burkina Faso à travers son Projet BMZ ***« Ensemble pour un avenir meilleur renforcer la résilience et la cohésion sociale des communautés et structures dans le sahel central »*** et s'est déroulée du 13 au 22 mars 2024, sous la supervision des représentants du Directeur général des études et des statistiques sectorielles et du Directeur général de la famille et de l'enfant. Au total, onze (11) participants (gestionnaires de cas et superviseur de gestionnaires de cas) dont une (01) femme et dix (10) hommes ont pris part à cette session.
Pour rappel, l'appui de Plan International pour le déploiement du CPIMS+ dans les Régions du Nord, du Centre Nord et du Sahel est de deux ordres : (1) Soutien en matériel (ordinateurs, tablettes, imprimantes, motos, …) ; (2) Appui pour les tenues de la formation sur le CPIMS+ (y compris la gestion de cas version papier).

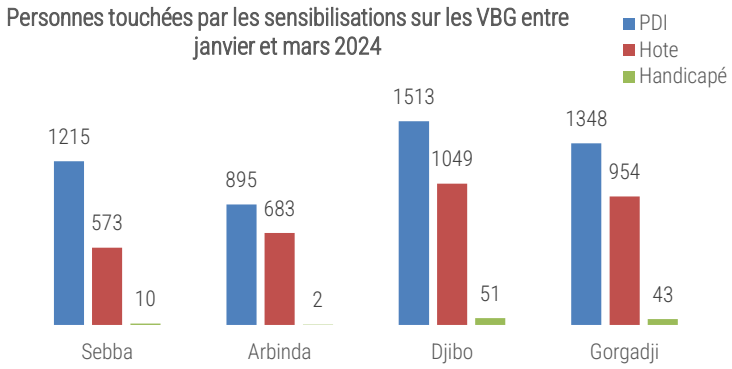
*« Séance de travail de groupe lors de la formation sur l'intégration des VBG » ©Plan*

*« Vue des participants (e) en salle – formation CPIMS+ » ©Plan*

## Bilan des activités du volet violences basées sur le genre du projet « Un système éducatif résilient et protecteur à travers la promotion des droits fondamentaux des élèves et enfants PDI dans les régions du Sahel », TDHI

Les activités en lien avec le volet violences basées sur le genre se résument à :

- Des formations des acteurs de protection dans les communes de Djibo, Gorgadji, Sebba et d'Arbinda. Au total, 154 acteurs ont été formés sur les thématiques liées aux Violences Basées sur le Genre et des Exploitations et Abus Sexuels (VBG/EAS) dont 38 à Djibo, 30 à Gorgadji, 46 à Sebba, 40 à Arbinda ;
- Une campagne de sensibilisation sur les VBG dans les établissements scolaires à Sebba, Arbinda, Djibo, Gorgadji. Les sensibilisations ont été faites à travers des groupes de causeries éducatives, des théâtres forum.



*« Campagne de sensibilisation sur les VBG à l'école de Léré de Gorgadji » ©TDHI*

## Activités réalisées dans le domaine de la protection et autonomisation des femmes (PAF) à travers les projets « Moyens de subsistance et assistance en cas de violence sexiste pour les réfugiés, les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays et les communautés d'accueil dans la région du Sahel » financé par le Bureau de la population, des réfugiés et de la Migration (BPRM) et « PRO-Sahel 2 : Accroître les droits, la résilience et la protection au Sahel » finance par le Bureau de l'Assistance Humanitaire (BHA) ; IRC

### 1. Les approches SASA! Ensemble et Engaging Men through Accountable Practice (EMAP) implémentées dans le cadre du projet BPRM

L'IRC a poursuivi la mise en œuvre des activités SASA ! Ensemble à Dori au cours de la période concernée par le rapportage avec plus de dynamismes. Les activistes communautaires ainsi que les leaders communautaires de la stratégie SASA ! Ensemble ont réalisé 35 activités sous l'accompagnement, le suivi et la supervision des équipes de l'IRC. Les activistes communautaires ont réalisé des activités sur les affiches sur le pouvoir, des Conversations communautaires et des discussions Approfondies. Ces activités ont touché un total de 156 personnes dont 77 femmes et 79 hommes. Concernant les leaders communautaires, ils ont mis en œuvre 10 activités à savoir les points de discussions communautaires et les brochures sur le leadership. Ces activités ont touché 73 personnes dont 39 hommes et 34 femmes. Après la phase de formation intervenue en novembre 2023, l'IRC a poursuivi avec les étapes suivantes de la mise en œuvre de l'approche EMAP, notamment les discussions communautaires pour la présentation de l'EMAP auprès de la communauté, la constitution des groupes et le démarrage du programme de dialogue des femmes. L'IRC a alors mis en place cinq groupes de 20 femmes et cinq autres de 20 hommes. L'IRC a ensuite réalisé une enquête de base du 22 au 26 février 2024, en prélude au démarrage des session EMAP. Au 31 mars 2024, l'IRC a tenu 20 sessions de dialogue des femmes, soit 4 sessions par groupe.

*« EMAP : session sur la boite à genre. Dori, le 14 mars 2024 » ©IRC*

2. La commémoration de la journée internationale des droits des femmes 2024 ; IRC

Au titre de la commémoration de la journée internationale des droits des femmes, l'IRC a mutualisé les ressources issues des financement BHA (Prosahel 2) et BPRM pour la réalisation d'un certain nombre d'activités. L'IRC et son partenaire CROF ont organisé :

- Deux conférences publiques, une prestation théâtrale et une exposition-vente des produits d'ESFF le 12/03/204. Cette série d'activité a permis de toucher 190 personnes dont 08 hommes et 182 femmes ;
- Trois conférences publiques sur le thème national « Promotion de l'Entrepreneuriat communautaire : quelle contribution des femmes » à Gorom-Gorom et à Djibo. Ces activités ont connu la participation de 217 femmes (PDI, refugiées et hôtes) dont 97 femmes à Gorom-Gorom et 120 femmes à Djibo ;
- La tenue d'une séance aérobic à Dori. Cette activité a permis de toucher 76 personnes dont (24 PDI, 27 hôtes et 25 refugiées) ;
- L'organisation de trois repas communautaires dans les trois provinces notamment à Dori (390), Djibo (200) et Gorom-Gorom (200). Ce sont au total 790 femmes dont 330 femmes PDI, hôtes et refugiées ;
- L'organisation de quarante (40) causeries éducatives sur les VBG et la promotion de l'entreprenariat communautaire dans les communes de Dori et de Djibo. Ces sensibilisations ont pu toucher au total 1400 personnes dont 600 personnes à Dori et 800 personnes à Djibo.

3. Mitigation des risques de VBG par la distribution de kits de dignité

La distribution des kits de dignité est l'une des mesures de mitigation des risques de VBG mis en place par IRC. Ainsi, les 25 et 26 mars 2024, avec l'appui du HCR et de son partenaire AIRD, une opération de distribution de kits de dignité a été organisée en faveur des femmes refugiées vulnérables. Ce sont 101 femmes qui ont reçu chacune un kit de dignité dans le cadre du projet BPRM. L'IRC a aussi distribué 13 autres kits de dignité à 09 réfugiés et 04 PDI dans le cadre de la gestion de cas ; soit 114 kits distribués au total. Ces kits composés d'une natte de 02 places, d'un seau de 20L, de 03 pagnes, d'un foulard, de 06 sous-vêtements (slips), d'une lampe torche, de 04 boules de savons citec (petit format) 02 boules de savon « Kaba-Kourou », un sac de conditionnement, 03 serviettes hygiéniques lavable, une paire de chaussure, 1 kg de savon en poudre, un bouillard, une boite de pâte dentifrice plus une brosse à dent. Cette assistance permettra aux bénéficiaires de recouvrer leur dignité.

*«Une cliente recevant son kit de dignité, Dori le 26/03/2024» ©IRC*

4. Paquet de renforcement de compétences au profit du partenaires de mise en œuvre de l'IRC (Coordination des Organisations Féminines – CROF du Sahel), d'organisations locales et de la direction technique en charge du genre du Seno

L'IRC a organisé, à l'intention du personnel du partenaire de mise en œuvre (CROF), de 04 organisations locales et de la direction technique en charge du genre, une formation sur les concepts de base VBG à Dori du 12 au 14 mars 2024, puis une autre sur la gestion de cas VBG au profit des mêmes acteur du 18 au 22 mars 2024. L'IRC a ensuite fourni une orientation sur le paquet d'activités des espaces sûrs et sur le système de gestion de l'information sur les Violences Basées dur le Genre (GBVIMS) à deux gestionnaires de cas et à un superviseur de l'équipe de gestion de cas de la CROF le 29 mars 2024, à Dori. Ces sessions facilitées par l'équipe IRC, le directeur provincial en charge de genre du Seno ont concerné 12 personnes (06 hommes, 06 femmes) et se sont réalisées dans le cadre de la mise en œuvre du projet BPRM.

## 5. Les activités routinières

Au cours de la période de janvier à mars 2024, le département PAF de l'IRC a poursuivi la réalisation d'un certain nombre d'activités routinières que sont, entre autres, la gestion de cas VBG, les activités récréatives au sein des espaces sûrs pour femmes et filles (ESFF), les sessions de sensibilisation en communauté et au sein des ESFF. Ces activités sont réalisées à travers deux projets ***« Moyens de subsistance et assistance en cas de violence sexiste pour les réfugiés, les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays et les communautés d'accueil dans la région du Sahel »*** et ***PRO-Sahel 2*** qui sont mis en œuvre à Dori, à Gorom-Gorom et à Djibo. Ils sont financés respectivement par le ***Bureau de la population, des réfugiés et de la Migration*** (BPRM) et le ***Bureau de l'Assistance Humanitaire*** (BHA). Ce sont **67** hommes et **38** femmes et filles qui ont bénéficié respectivement des services de gestion de cas et des entretiens individuels fournis par l'IRC. L'IRC a réalisé respectivement **392** et **42** sessions de sensibilisation et d'activités récréatives. Pour les sensibilisations, ce sont **7288** personnes (**4236** femmes, **3050** hommes) qui ont été atteintes en se basant sur les thématiques développées. Pour les activités récréatives, il s'agit de **152** nouvelles femmes (en plus de celles qui participent habituellement à ces activités) qui ont été touchées.

*«Femmes participant à une séance d'activités manuelle (tricotage et brodérie sur tissu) au sein de l'espaces sûr de Petit-Paris, Dori le 28 mars 2024» ©IRC*

## Résumé des activités réalisées au profit des personnes forcées au déplacement au cours du premier trimestre de l'année 2024 par CREDO-HCR

L'ONG CREDO, partenaire de mise en œuvre du HCR a mené plusieurs activités durant le premier trimestre de l'année 2024 dans la région du Sahel. Ces activités ont touché aussi bien les réfugiés que les personnes déplacées internes.

### Les activités de prévention des VBG

- Ces interventions ont lieu dans **04** communes de la région du Sahel que sont Dori, Djibo, Gorom-Gorom et Sebba. Elles ont permis de toucher **1810** réfugiés et PDI à traves diverses thématiques dont les principales sont en lien avec les services de prise en charge des survivantes de VBG, les causes profondes des VBG et les moyens communautaires de prévention et d'atténuation des risques de VBG ; les conséquences et moyens de prévention du déni de ressource, d'opportunité et/ou de service, du mariage forcé et de la violence psychologique/émotionnelle ; les conséquences et moyens de prévention du mariage forcé ; les conséquences et moyens de prévention de l'agression physique et sexuelle.

| Causeries éducatives au cours du trimestre 1 de l'année 2024 par CREDO | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Commune | Nombre de causerie | Homme | Femme | Fille | Garçon | Total personnes | Statut Personne |
| Dori | 28 | 130 | 251 | 157 | 97 | 635 | Réfugié |
| Djibo | 14 | 60 | 69 | 30 | 30 | 189 | Réfugié |
| Dori | 16 | 83 | 235 | 84 | 34 | 436 | PDI |
| Djibo | 12 | 59 | 138 | 4 | 15 | 216 | PDI |
| Gorom-Gorom | 9 | 53 | 150 | 34 | 16 | 253 | PDI |
| Sebba | 4 | 4 | 37 | 25 | 15 | 81 | PDI |
| Total | **83** | **389** | **880** | **334** | **207** | **1810** | |

- **Une (01) campagne de sensibilisation de masse sur les VBG** a été réalisée dans les quartiers Wendou et Petit Paris. L'objectif de l'activité est de sensibiliser les communautés sur les VBG, leurs préventions et atténuations et les services disponibles pour les survivantes de VBG. Déroulée en focus groupes de femmes, d'hommes et mixtes, elle a touché **297** personnes dont **190** femmes, **54** hommes, **39** filles et **14** garçons.

- La divulgation de cas de VBG

La typologie des cas de VBG divulgués au cours de la période se résume dans le tableau ci-dessous. Les auteurs présumés sont leurs partenaires, des parents proches, des inconnus. **47** cas de VBG ont été divulgués au cours de la période sous revue dans les communes de Dori (**16**), Djibo (**17**), Gorom-Gorom (**05**) et Sebba (**09**). **34** cas sont des PDI et **13** des réfugiés.

| Type de VBG \ Commune | Dori | Djibo | Gorom-Gorom | Sebba | Total |
|---|---|---|---|---|---|
| Déni de ressources, d'opportunités et ou de service | 7 | 4 | | 2 | **13** |
| Viol | 2 | 2 | 2 | | **6** |
| Agression physique | 3 | 3 | 3 | 2 | **11** |
| Agression sexuelle | 1 | | | | **1** |
| Mariage forcé/précoce | 1 | | | 2 | **3** |
| Violence psychologique / émotionnelle | 2 | 8 | | 3 | **13** |
| Total | **16** | **17** | **5** | **9** | **47** |

- Les activités de réponse aux cas de VBG

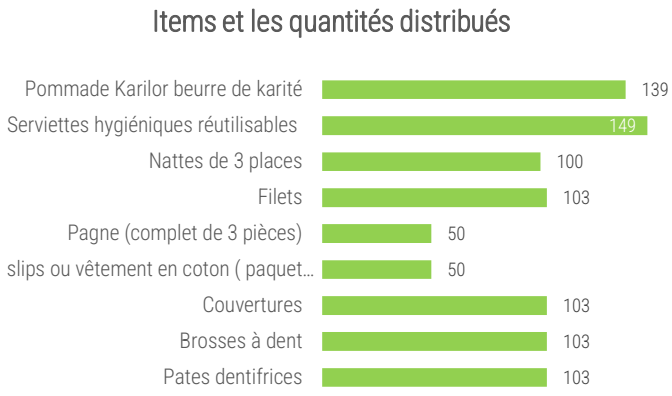
Les assistances apportées aux survivantes de VBG sont des assistances en nature, des prises en charge psychosociales, des prises en charge médicales et des référencements dans les localités de Dori, Djibo et Gorom-Gorom.
Pour ce qui concerne la prise en charge psychosociale elle a touché toutes les survivantes des VBG. Une assistance en nature suivant le besoin a été effectuée au profit de **08** survivantes dont **05** de déni de ressource, d'opportunité et/ou de service, **01** du viol, **01** d'agression physique et **01** de violence psychologique/émotionnelle. Des référencements ont permis à **05** survivantes de VBG ( **02** cas de viol et **03** cas d'agression physique) de bénéficier de prises en charge médicale adequate.

*« Image prise lors d'une causerie éducative sur les VBG au profit des PDI à Dori » ©CREDO*

*« Image prise lors d'une causerie éducative sur les VBG au profit des PDI à Sebba» ©CREDO*

## Distribution de kits de protection et dignité ; Oxfam

Suite à l'arrivée de **103** personnes déplacées dont **24** hommes, **49** enfants et **30** femmes, afin de répondre à la solicitation de la Direction Provinciale de l'Action Humanitaire et d'apporter assistance à ces ménages, Oxfam a procédé la distribution de kits de protection et dignité au profit des dits personnes déplacées. L'activité a eu lieu le 29 fevrier 2024 à Dori et plusieurs items ont été distribués.



*« Remise de kits de protection aux chefs de ménage » ©Oxfam*

### Sensibilisation sur des thématiques des Violences basées sur le genre ; MBDHP-HCR

Dans la région du Sahel, la problématique des VBG reste une question cruciale. C'est une région connue pour son fort ancrage culturel traditionnel qui reste un défi dans la lutte contre les VBG. Les cas de VBG les plus fréquents sont les mariages d'enfants et les cas d'agressions sexuelles et physiques. Les femmes et les enfants sont les plus exposés dans cette situation au regard de leur vulnérabilité. La crise sécuritaire est l'un des facteurs qui expose davantage les survivant(e)s notamment les femmes. Dans plusieurs localités les femmes, sont obligées de parcourir de longues distances hors des villes à la recherche du bois de chauffe et cela constitue un risque énorme au regard des menaces des GANI. Plusieurs femmes ont été victimes de VBG dans ces circonstances.

Au cours de ce trimestre, il a été organisé des séances de sensibilisation sur les mariages d'enfants lors des visites terrains dans les ménages des populations hôtes et PDI. 66 personnes dont 17 hommes, 34 femmes, 09 garçons et 06 filles ont été touchées. Aussi au cours de ce trimestre il a été organisé trois causeries éducatives sur les VBG dans les communes de Dori et Gorom-Gorom principalement sur les thèmes de mariage d'enfants à l'occasion de la journée du 08 mars 2024. Ces causeries ont touché 120 femmes et jeunes filles PDI, hôtes et refugiés. L'objectif de ces activités était d'amener les parents à une prise de conscience sur les méfaits de ces pratiques culturelles néfaste notamment les mariages précoces et/ou forcés.

*« Images causeries éducatives sur les VBG réalisées à Dori » ©MBDHP*

## ■ DOMAINE DE RESPONSABILITE LOGEMENT, TERRE ET BIENS

### Activités de la coordination de l'AOR/LTB de la région du Sahel

Au cours de ce premier trimestre l'AOR/LTB sahel a tenu ses rencontres mensuelles de façon tournante au sein des locaux de ses partenaires .On note également la venue d' autres partenaires comme DRC et MBDHP. A cela s' ajoute la participation de l' AOR / LTB aux rencontres mensuelles du sous cluster protection sous national de la région du Sahel.

### Mise en œuvre des activités de l'ONG ONF-BF partenaire de l'UNHCR

L'ONF-BF a poursuivi la mise en œuvre des activités qui étaient prévues dans la période. L'ensemble de ces activités concouraient à favoriser l'accès des PDI à la terre et la coexistence pacifique entre les communautés hôtes et les populations déplacées.

- Tenue de deux sessions à Dori respectivement les 5 et 6 Mars 2024 dans la salle de réunion du CRUS. Elle a connu la participation des membres des bureaux CVD, des CFV, des CCFV, des possesseurs fonciers, des personnes ressources et des représentants des PDI. Ces deux sessions de sensibilisation ont regroupé 60 personnes soit 30 personnes composées de 26 hommes et 04 femmes pour la première session et 30 personnes reparties entre 25 hommes et 05 femmes pour la seconde.
- Concernant la session de Baní, elle s'est tenue le 8 mars 2024 toujours dans la salle de réunion avec la participation des membres des bureaux CVD, des CFV, des CCFV, des possesseurs fonciers, des personnes ressources et des représentants des PDI. Elle a pu toucher 30 personnes composées comme suit : 26 hommes et 04 femmes.
- Quant à la session de Seytenga, elle s'est déroulée le 11 Mars 20024 dans la même salle de réunion de CRUS avec la participation du programme ICLA et de la même cible à savoir des membres des bureaux CVD, des CFV, des CCFV, des possesseurs fonciers, des personnes ressources et des représentants des PDI. Cette session a regroupé également 30 personnes composées de 23 hommes et 07 femmes.

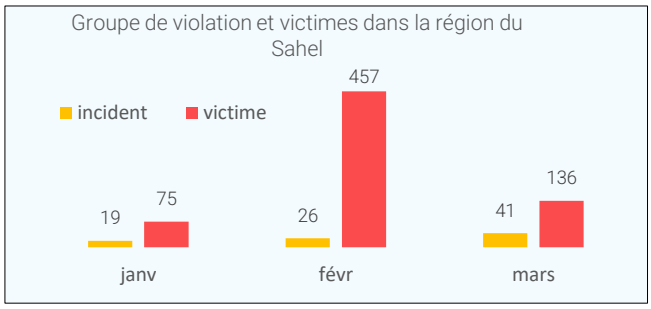
*« Participants à la session de Seytenga » ©ONF-BF*

*« Participants à la session de Dori » ©ONF-BF*

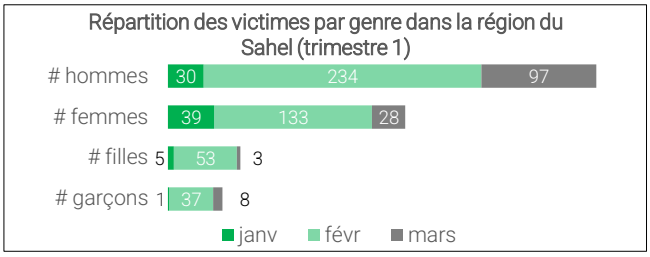
## ■ TASKFORCE MONITORING DE PROTECTION

### Monitoring de protection et assistance aux cas individuels de protection, Projet HCR-MBDHP

Durant le premier trimestre de l'année 2024, la région du Sahel a enregistré **86** incidents de protection selon les données du monitoring de protection dont plus **47%** ont été rapportés dans le seul mois de mars. Le mois de février a connu **26** incidents et celui de janvier **19** incidents. Les **86** incidents ont occasionné au total **688** victimes. Les provinces du Séno et du Soum ont enregistré chacune **31** cas d'incidents avec respectivement **453** et **104** victimes. Au niveau de la province du Yagha, **15** incidents correspondant à **17,44%** et à l'Oudalan **09** incidents équivalant à **10,46%** ont été rapportés par le monitoring de protection ; ces incidents ont fait respectivement de **88** et de **23** victimes.




En terme de répartition par genre et sexe des victimes, **361** hommes (soit **52%** du total des victimes) ont été recensés. **200** victimes (soit **29%** du total des victimes) sont des femmes, **61** victimes (soit **07%** du total des victimes) sont des filles et **46** (soit **07%** du total des victimes) sont garçons.

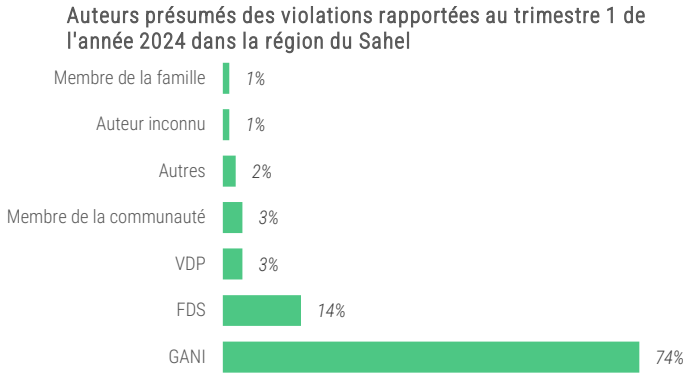



Les trois principales catégories de violations enregistrées au cours de la période sous revue sont l'atteinte à la liberté et à la sécurité de la personne (**25** incidents), l'atteinte au droit à la vie (**23** incidents) et l'atteinte à l'intégrité physique et/ou psychique (**14** incidents).

| Répartition mensuelle des catégories de violation de janvier à mars 2024 dans la région du Sahel | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **Catégorie de violations** | **Janvier** | **Février** | **Mars** | **Total** |
| Violences basées sur le genre | 2 | | 3 | 5 |
| violations graves aux droits d'enfants(MRM) | | 5 | 4 | 9 |
| Droit à la propriété | 14 | 2 | 9 | 25 |
| Atteinte à la liberté et à la sécurité de la personne | 11 | 3 | 15 | 29 |
| Atteintes à l'intégrité physique et ou psychique | 43 | 25 | 13 | 81 |
| Droit à la vie | 5 | 11 | 92 | 108 |
| Déni ou restriction forcée de mouvement | | 411 | | 411 |
| **Total** | **75** | **457** | **136** | **668** |

## Tendance des auteurs présumés des incidents de protection

Les principaux auteurs présumés des incidents enregistrés durant le premier trimestre de l'année 2024 dans la région du Sahel les Groupes armés non identifiés (GANI). Sur un total de **86** incidents, ils sont présumés à l'origine de **64** soit environ **74%** des violations. **14%** des incidents soit **12** cas sont attribués aux forces de défense et de sécurité (FDS) au cours de la période sous revue. Les VDP avec **3 %** des violations, les membres de la communauté (**3%**), les autres auteurs, les auteurs inconnus, les membres de famille regroupés sont auteurs de **4%** des incidents.




## Identifications et assistances des Personnes à Besoins Spécifiques (PBS) au cours du monitoring de protection ; MBDHP-HCR

Le monitoring de protection implique la collecte, la vérification, la documentation et l'analyse d'informations afin de repérer les violations des droits de l'homme subies par les déplacés internes et autres populations affectées ainsi que les risques de protection auxquels elles sont confrontées. Au cours du monitoring de protection, et compte tenu des vulnérabilités de certains catégories de personnes identifiées, le MBDHP identifie des personnes à besoin spécifique et assiste les personnes dont la vie est en danger (life-saving) à travers l'assistance médicale, matérielle et le référencement aux acteurs pertinents. L'objectif est d'assurer aux personnes avec des vulnérabilités identifiées et aux victimes des violations de droits humains d'accéder à une assistance ponctuelle et immédiate leur permettant de sortir d'une situation d'extrême vulnérabilité, en tenant compte de leurs besoins les plus urgents. Durant ce premier trimestre, **836** PBS et cas de protection individuelle ont reçu une assistance. L'assistance à consister à la prise en charge des ordonnances médicales des malades et l'assistance en nature qui à consister à l'achat des vivres pour certaines PBS en situation très vulnérables. **670** PBS ont reçu une assistance en nature et **166** ont reçu une assistance médicale notamment la prise en charge des ordonnances médicales et **137** PBS ont été référées vers d'autres structures pour des prises en charge plus adéquates. Ces réponses ont concerné des PDI et populations hôtes dans les communes de Dori, Arbinda, Djibo, Gorom-Gorom Markoye et Falangountou.

## Organisation des séances de sensibilisation sur la cohésion sociale ; MBDHP-HCR

La situation sécuritaire dans la région du Sahel a engendré plusieurs conséquences pour la vie des population civiles. Les déplacements forcés des populations à la suite des menaces ou attaques des GANI constituent l'une des conséquences néfastes de la crise sécuritaire. Ils sont des milliers de populations qui se sont déplacés vers d'autres localités pour de meilleurs conditions de vie. Les populations hôtes sont désormais amenées à vivre avec ces déplacés. Les ressources naturelles étant le plus souvent limitées du fait de la croissance dans les zones urbaines, des mésententes entre les différentes communautés peuvent souvent naitre. Afin de prévenir et contenir ces situations qui peuvent affecter le vivre ensemble et la cohésion entre les communautés, des séances de sensibilisation sur la cohésion sociale et le vivre ensemble sont régulièrement organisées au profit des personnes déplacées internes et les populations hôtes. Ces cadres permettent aux communautés de discuter autour des questions liées aux vivre ensemble, à la cohésion et d'autres thématiques sur la prévention et gestion des conflits.

- ✓ Au cours de ce trimestre 1 de l'année 2024, des séances de sensibilisation ont été réalisées par le MBDHP à travers les moniteurs, volontaires de protection et les membres des comités au profit des PDI, des populations hôtes et des réfugiés dans les différentes localités de la région. Au total **2.218** personnes ont été touchées par les séances de sensibilisation dont **569** hommes, **835** femmes, **383** garçons et **431** filles. Les thématiques abordés lors de ces sensibilisations sont principalement le vivre ensemble, les mariages forcés et la documentation civile.
- ✓ **L'association Sukaabe Ginan** dans le cadre de la promotion du vivre ensemble a organisé deux théâtres fora. Le premier théâtre portant sur les conséquences psychologiques des dénis de ressources sur la femme et la jeune fille et leurs impacts sur la cohésion sociale a été réalisé le samedi 08 mars 2024 dans le quartier petit paris de Dori. L'objectif de cette pièce était de sensibiliser la population sur les conséquences psychologiques des dénis de ressources sur la femme et la jeune fille et leurs impacts sur la cohésion sociale et offrir un cadre d'expression pour la population afin d'interpeller les communautés sur les conséquences de cette problématique. Le deuxième théâtre

portant sur l'inclusion et la cohésion sociale au sein des écoles a été réalisée le samedi 09 mars 2024 sur le terrain de sport de l'école Dori D au secteur 05 de Dori. Les objectifs poursuivis par cette prestation étaient de sensibiliser les élèves PDI, les élèves réfugiés et les élèves hôtes sur l'importance de l'inclusion et la cohésion sociale à l'école, organiser des activités ludiques de prise en charge psycho sociale et amener les élèves à accepter les autres avec leurs handicaps dans les différentes écoles. Ces deux activités ont été appréciées par les communautés qui ont souhaité que celles-ci soient permanemment menées pour un meilleur vivre ensemble.

- ✓ La coopérative Djam Weli a réalisé 02 causeries sur la cohésion sociale dans la ville de Arbinda. A l'occasion de la réalisation de ces causeries sur la cohésion sociale, ce fut l'occasion d'aborder plusieurs thématiques liés au vivre ensemble dans la ville de Arbinda. Il a été d'abord abordé les principaux socles pour un meilleur vivre ensemble entre les différentes communautés dans ce contexte de crise sécuritaire. Il a été recommandé de privilégier le dialogue lors de la résolution des différends dans la communauté. Les personnes ressources prenant la parole ont salué l'initiative et ont promis d'œuvrer en ce qui les concernent pour renforcer davantage la cohésion sociale dans la ville de Arbinda. L'activité a connu la participation des PDI et des populations hôtes de la localité. Au total, 277 personnes dont 98 hommes, 110 femmes, 45 garçons et 24 filles ont été touchées par ces causeries sur la cohésion sociale.
- ✓ L'association CILDES dans la province du Soum a organisé un théâtre forum sur « La Prevention et La Gestion Pacifique des conflits auprès des communautés affectées ». L'activité s'est tenue le samedi 23 mars 2024 sur le site PDI du secteur 04 de la ville de Djibo. L'activité a été animée par la troupe théâtrale Pinaal qui n'est plus à présenter du fait de son expérience auprès des habitants de la ville de Djibo. Il s'est agi d'abord d'aborder les conflits qui naissent lors de l'utilisation des ressources en eau sur les points d'eau notamment les bornes fontaines, puis lors des ciblages pour les distributions du cash ou de vivres. Ensuite, un autre passage a été fait sur la stigmatisation des communautés et ses conséquences sur le vivre ensemble et enfin sur les conflits entre deux personnes qui peuvent déboucher sur des conflits communautaires. La dernière phase de la campagne a été un jeu de questions-réponses sur les leçons que chacun a pu retenir de la séance de sensibilisation. Plusieurs réponses ont été données sur la prévention des conflits, les méfaits et les conséquences des conflits. Les participants ont retenu la résolution pacifique des conflits, la tolérance et le dialogue continus comme gage d'une bonne cohésion sociale. 170 Personnes dont 90 femmes, 30 filles, 20 garçons et 30 hommes ont été touchés par la sensibilisation.

*«Theatre fora de sensibilisation sur la prevention et la gestion pacifique des conflits à Djibo / CILDES» ©MBDHP*

*« Séances de sensibilisation sur l'inclusion dans les écoles primaires de Dori / Sukaabe Ginan» ©MBDHP*

## Activités réalisées dans le cadre de la mise en œuvre du projet « Asile et mouvements mixtes » dans la région du Sahel ; CIAUD Canada-HCR

Le Comité International pour l'Aide d'Urgence et le Développement (CIAUD Canada) a réalisé une série d'actions visant à soutenir les populations vulnérables dans la région du Sahel. Au cours du premier trimestre, des efforts importants ont été déployés pour identifier et assister les potentiels demandeurs d'asile, les personnes déplacées internes en mouvement transfrontalier et les migrants vulnérables. Dans les localités de Falagountou, Seytenga et Djibo, un total de 222 personnes ont été identifiées, parmi lesquels on compte 43 hommes, 45 femmes, 70 filles et 64 garçons. Cette identification a permis de cibler les besoins spécifiques de chaque groupe afin de leur apporter une assistance adaptée.

Une assistance diversifiée a été apportée à 74 personnes vulnérables, comprenant une assistance en nature, un soutien psychosocial et des référencements. Plus précisément, 50 potentiels demandeurs d'asile ont reçu une assistance en nature, principalement sous forme de vivres, leur permettant ainsi de couvrir leurs besoins essentiels non satisfaits. De plus, 02 migrants vulnérables ont bénéficié d'une prise en charge conjointe entre le CIAUD et l'Alliance pour le Développement, la

Résilience Nationale et la Solidarité au Burkina (ADRN SB), et ont été référés au Centre de Transit de Dori pour une meilleure prise en charge conformément à la stratégie de localisation. Par ailleurs, 32 personnes ont bénéficié de soutien psychosocial dont 03 hommes, 26 femmes et 03 filles ont pu accéder à un accompagnement psychosocial apporté par les associations partenaires que sont ADRN SB et le Centre pour la bonne Gouvernance au Sahel (CGS).

De plus, des activités de sensibilisation ont été menées à Dori par les partenaires ADRN SB et CGS, portant sur les risques associés à la migration irrégulière et la promotion de la cohésion sociale, touchant ainsi 107 personnes, parmi lesquelles 44 hommes, 43 femmes, 05 filles et 15 garçons.

Enfin, un atelier visant à renforcer les capacités des associations partenaires dans la mise en œuvre de la stratégie de localisation a été organisé le 06 mars 2024. Cet atelier avait pour objectif d'outiller davantage ces derniers sur la protection internationale, la PSEA, le cadre national et international de l'asile et la stratégie d'inclusion des personnes avec qui et pour qui le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) travaille.

*« Personnes identifiées recevant une assistance» ©CIAUD-Canada*

*« Séance de senbilisation » ©CIAUD-Canada*

***Pour tout Contact en vue des amples renseignements :***

*1. Bertrand YAMAHA NDJAMBOU, Coordinateur du Cluster Protection sous national du Sahel, Email : YAMAHAND@unhcr.org, Phone : 05000820*

*2. Amadou OUEDRAOGO, Co-Facilitateur du Cluster Protection sous National du Sahel, Email : amadou.ouedraogo@Oxfam.org, Phone : 67 36 64 01*

*3. Abdoul Kader GUIGMA, Associé à la Gestion de l'Information, Cluster Protection sous national du Sahel. Email : guigma@unhcr.org, Phone : 65504605*